

2019



Compte-rendu local du  
**grand débat national de  
Bordeaux Métropole**

*Septembre 2019*

\\ Créé en 1999, le C2D est une instance consultative de la Métropole. Il regroupe 105 membres bénévoles issus de tous les horizons.

La société civile y trouve un lieu d'expression de ses aspirations, de ses réticences ou de ses priorités.

Les élus y puisent le reflet précieux des désirs et des préoccupations de leurs administrés quant aux questions d'actualité, aux tendances de société et aux projets métropolitains. //



# Le grand **débat national**

# Sommaire

- »» *L'organisation de l'Etat et des services publics* 7
- »» *La fiscalité et dépenses publiques* 19
- »» *Démocratie et citoyenneté* 29
- »» *La transition écologique* 41

# Le grand débat national

Bordeaux Métropole a souhaité proposer quatre réunions d'initiative locale du grand débat national abordant chacune l'un des quatre thèmes suivants :

- L'organisation de l'Etat et des services publics, le 1er février 2019
- La fiscalité et dépenses publiques, le 7 février 2019
- Démocratie et citoyenneté, le 23 février 2019
- La transition écologique, le 5 mars 2019

La conduite des échanges a été confiée au Conseil de développement durable (C2D) de Bordeaux métropole, instance de citoyens bénévoles. Le C2D exerce, en effet, une fonction ressource sur les questions de participation.

Les membres du C2D garantissaient les échanges et le respect des principes de la participation.

Le format « agora » a été retenu. Il a permis à chacun d'entendre les propositions des autres participants. Afin de créer de l'interactivité au sein de cette grande assemblée, le public disposait de cartons de couleur (rouge : pas d'accord / vert : d'accord / orange : doute) afin de réagir aux propositions sans nécessairement prendre la parole ce qui permet l'expression du plus grand nombre. Les participants disposaient également de feuilles libres pour formuler des propositions qu'ils n'auraient pas eu le temps ou souhaité exprimer à l'oral.

Au sein de l'équipe d'animation du C2D, l'un des animateurs effectuait des synthèses au cours des échanges. Il prenait notamment appui sur les idées soumises par écrit au cours de la réunion par les participants.

Enfin des bénévoles du C2D ont réalisé et supervisé le compte-rendu pour lequel une relecture de participants était proposée.

Les comptes rendus qui suivent relatent les prises de parole et les réactions des participants.





Le grand  
débat national

# L'organisation de l'État et des services publics



Le grand  
**débat national**

**Le :** Vendredi 1 février

**A :** Bordeaux

## **Compte-rendu Grand débat national**

### **L'organisation de l'Etat et des services publics**

#### **Contexte des débats :**

Salle comble (environ 300 personnes), public mélangé, hommes et femmes, peu de jeunes mais interviennent dans les échanges, présence d'un groupe d'élus, quelques gilets jaunes individuels, ambiance cordiale dans un débat engagé

Introduction du Maire de Bordeaux, Alain Juppé : Ces débats ont été souhaités par le gouvernement pour sortir de la crise des Gilets jaunes, pour que toute personne puisse exprimer sa souffrance dans le dialogue et sans violence. Ce n'est pas une réunion municipale, le débat de ce soir est encadré par une instance indépendante regroupant des citoyens bénévoles, le C2D, dont le président Denis Mollat est présent, qui vont faciliter les échanges et noter vos propositions.

**1°(H)** « Je suis un Gilet jaune et je suis triste ! Triste devant le mépris que l'on ressent, devant l'absence d'autres Gilets jaunes restés dehors. Les gilets jaunes sont des gens qui n'en peuvent plus de voir leur pays sombrer. Je suis triste devant la captation des richesses par un petit nombre, devant la marche d'un monde qui va droit dans le mur ; nous ne sommes pas les « fainéants de la République » mais des vies empêchées qui ne demandent qu'à s'exprimer. » (Applaudissements) Ma proposition : redéfinir les notions de progrès et de croissance, lutter contre la dissimulation fiscale et limiter l'optimisation fiscale, repenser la globalisation, enfin se rassembler pour construire un monde de partage, se rassembler contre l'accaparement des richesses. (Ambiance mitigée vert/rouge) (Discours annexé)

**2°(F)** Peut-on redéfinir le thème de ce soir, à savoir l'organisation administrative et ses différentes structures ? Réponse : difficile, ce serait trop long.

**3°(H)** Une maman d'enfant à troubles autistiques, se disant représentante de tous les enfants qui ont des troubles physiques, psychiques, et du développement en général, présente son cas personnel douloureux,

abordant le thème de la situation des handicapés et la réponse que fournit l'administration : il n'y a pas d'accueil d'urgences pédopsychiatriques, aucun droit ne protège les familles monoparentales, pénalisées par des licenciements abusifs liés à leur absentéisme. Les structures existantes sont insuffisantes, avec parfois des problèmes de violence, et c'est un parcours du combattant pour accéder à tout accueil. Il faut alléger les formalités administratives et considérer les usagers avec plus d'humanité. (réactions minimales plutôt vert)

**4°(H)** L'État est structuré pour l'économie de marché et il faut changer ce fonctionnement ; la mutation sociétale dont les Gilets jaunes sont l'émergence doit remettre l'économie sociale et solidaire en première ligne. Le CICE n'a pas fait ses preuves, et n'a pas été réévalué depuis plusieurs dizaines d'années (Cartons verts) 24 milliards ont été donnés aux grandes entreprises qui licencient pour tout remerciement, elles ne sont plus créatrices d'emploi, il faut miser sur les PME. (applaudissements du public)

**5°(H)** Se déclare comme gilet jaune. La façon dont ce débat commence est révélatrice de ce qui me choque : la population dans la rue ces dernières semaines exprime sa souffrance,

et même si ce n'est pas le thème du débat de ce soir, il faut en tenir compte. Ces débats, c'est comme si vous mettiez autour d'une table des gens à l'assiette bien garnie et d'autres à l'assiette vide ; on explique à ces derniers pourquoi ils n'auront que des miettes.

Le gouvernement accélère l'urgence sociale. Voilà ce qui est choquant. Les propositions que je pourrais faire sont : l'annulation des taxes sur les produits de première nécessité et la tenue d'un RIC pour plus de démocratie. Arrêtons de stigmatiser les Gilets jaunes à cause des violences commises ! (Cartons rouges crescendo et huées, mais aussi des cartons verts)

**6°(F)** Est-il vrai qu'une personne seule qui travaille ou pas aurait droit à 1 700€ par mois ? Pas de réponse apportée.

**7°(F)** Par rapport à l'organisation administrative, rappelons que les usagers ont des droits et des devoirs ; mais la plupart ne connaissent pas leurs droits ; la création d'un guichet unique permettrait de répondre aux besoins, à la CAF, aux impôts, à la mairie. (Nombreux cartons verts)

**8°(H)** Dans le prolongement des interventions des Gilets jaunes, l'éclatement du débat par thèmes masque la cohérence de la crise que nous vivons. Il faut inverser le mécanisme actuel de la fiscalité : on est cadré par les 45 points du PIB par rapport à d'autres pays de l'UE ; il faut partir des besoins en services publics et non du cadrage des recettes, il faut réintégrer l'ISF et mettre 50% du CICE sur l'offre, sur les PME et 50% à la demande vers les services publics, les salaires et les retraites. Il faut admettre que l'ISF ne « ruisselle » pas, mais est placé dans les paradis fiscaux. (Nombreux Cartons verts)

**9°(F)** L'ascenseur social est en panne dans notre société et il faut réformer l'Education Nationale : revaloriser le travail manuel dans les esprits et dans les formations, alléger les programmes scolaires qui ne permettent qu'aux enfants de milieux favorisés, ne pas supprimer de postes d'enseignants afin de poursuivre les dédoublements de classes, diminuer le nombre de matières (un peu de cartons verts) augmenter les bourses, proposer une aide aux devoirs menée par des éducateurs ou par le biais de la télévision, développer et diversifier les formations afin qu'elles s'adaptent aux bassins d'emplois. (Nombreux cartons verts)

**10°(H)** Comment peut-on espérer une amélioration des services publics quand on supprime des postes ?

**11°(H)** Le Grand Débat a pour but de traiter les effets de la crise mais non la cause, qui est l'état de notre démocratie. Comparaison avec l'Allemagne qui n'est pas en faveur de la France. M. Macron poursuit la politique de 2012 de M. Hollande. Il faut diminuer la dépense et le train de vie de l'État. L'exécutif s'efforce de rester dans les clous de l'UE. Le questionnaire proposé est trop technocratique et analytique, une vision de synthèse serait souhaitable. (réaction mitigée rouge/vert)

**12°(H)** Il faut traiter le sujet du débat de ce soir et s'en tenir au plan proposé.

(Interpellé par la mère d'un enfant autiste qui est déjà intervenue qui demande si le handicap est hors-sujet)

**13°(F)** Dans ma carrière j'ai eu beaucoup d'audits ; il faudrait faire un état des lieux, un audit des services et pointer les privilèges des hauts fonctionnaires, aller jusqu'à la publicité des salaires. Il faut vraiment faire un état des lieux sur la performance des services publics. (Cartons verts)

**14°(F)** Les services publics au quotidien, c'est la galère : il faudrait avoir des personnes derrière les guichets et ne pas tout miser sur l'internet. On supprime des fonctionnaires pour faire des économies et on préfère payer des gens au RSA. Les salariés avec petits salaires sont en difficulté, il y a des injustices.

**15°(H)** La comparaison avec l'Allemagne fédérale n'est pas pertinente, ce sont des Etats différents administrativement. Et pour les salaires des députés, il faut conserver leurs avantages pour qu'ils soient motivés et ne partent pas travailler dans le secteur privé. Il faut garder des députés de qualité. (Huées dans la salle, cartons rouges mais aussi des cartons verts)

**16°(H)** Infirmier au CHU de Bordeaux depuis presque 10 ans et 10 ans c'était la durée de vie d'un infirmier, maintenant ça s'est bien réduit, les valeurs du travail se perdent. La représentativité des soignants dans les groupes de travail est insuffisante ; ils ne sont pas questionnés pour prendre les décisions et aimeraient avoir un temps dédié pour participer aux réformes entreprises. Des économies ont été faites sur les employés alors qu'il en reste à faire dans d'autres domaines comme le tri sélectif ou en termes énergétiques.

L'hôpital Saint-André ne fait pas le simple tri sélectif que fait chaque citoyen, par exemple. On a de moins en moins de moyens et de moins en moins de temps pour s'impliquer ; il faut faire davantage confiance aux professionnels qui demandent plus de représentativité, ce qui va dans le sens des attentes des Gilets jaunes. (Cartons verts)

Le modérateur précise que l'on attend en effet l'exemplarité de la part des services publics.

**17°(F)** Je plaide pour l'accès pour tous aux services publics et l'élimination des « tapez 1, tapez 2, tapez 3 » qui déshumanisent nos démarches administratives. Remettre des ressources humaines aurait de l'influence sur l'emploi. (Cartons verts)

**18°(H)** Se présente comme enseignant. Je voudrais aborder le thème de l'éducation et en particulier de l'alternance ; les étudiants qui sont obligés de travailler parallèlement à leurs études subissent une double peine : c'est un travail sans intérêt et ils sont pénalisés par rapport aux autres étudiants qui se consacrent à leurs études. Il faudrait développer le système de l'alternance qui donne un cadre sécurisant et favorise le contact avec le monde du travail. Les entreprises y sont favorables. (Cartons verts)

**19°(H)** Le débat de ce soir prouve que l'État répond à une demande des Français qui souhaitent une démocratie participative. Elle existe déjà dans la vie municipale mais il est remarquable de voir une salle pleine comme ce soir de jeunes et de moins jeunes. Est-ce que les gens sont prêts à s'investir sur la longueur, êtes-vous prêts à revenir tous les mois pour débattre ? L'État et les entreprises sont-ils prêts à nous payer pour le faire ? (Remous dans la salle/ ambiance mitigée rouge/vert)

**20°(H)** Une question sur les services publics à propos de l'émission « Les enfants sacrifiés de la République », documentaire où l'on voit des enfants maltraités par des travailleurs sociaux dans le foyer d'Eysines en Gironde. C'est un sujet tabou qui montre que l'État doit faire le ménage dans certains services publics. Pourtant l'IGAS dénonce depuis quinze ans les placements abusifs, 200 000 enfants sont retirés à leurs parents. Les services sont débordés. Que vont devenir ces enfants quand ils vont grandir ? L'État visiblement n'arrive plus à financer son service public. (applaudissements du public)

lère intervention du modérateur  
C2D : lère intervention du modérateur : Identification des thématiques présentes dans le document de travail mais pas encore évoquées services nouveaux à créer/ localisation des services/ organisation territoriale/ délégation de service public donnée à de organismes/ regroupements de services/ transfert de compétences/ relation au public avec l'usager au centre/ dématérialisation des procédures/ droit à l'erreur.

**21°(H)** Travaille dans l'enseignement. Il est vrai que l'administration est pléthorique (beaucoup trop d'inspecteurs dans l'Education nationale) et pour quelles missions ? Les études et rapports de toutes sortes servent-ils à quelque chose ? Je propose une ventilation meilleure des moyens et l'on doit se poser la question de l'utilité des services. (Cartons verts)

**22°(F)** Je veux parler de l'aide sociale à l'enfance et je m'interroge sur les nombreuses entreprises privées qui remplacent les crèches ; leur priorité est la marchandisation et non la qualité de l'accueil. Pourquoi les communes délèguent-elles autant à ces entreprises ? Les parents doivent pouvoir s'y opposer. On ne peut pas brader ainsi l'accueil des tout-petits. Il ne faut pas privatiser le service public. (quelques cartons verts)

**23°(F)** Aujourd'hui on souffre tous d'une lourdeur administrative et je suggère d'attribuer à chacun un numéro unique qui nous fera reconnaître de tous les services, sur le modèle suédois. D'autre part on a élu une équipe gouvernementale qui se doit d'être exemplaire et il est souhaitable d'avoir plus de transparence sur les dépenses de l'État dont certaines ne sont pas nécessaires. Nous aussi en tant que citoyens on se doit d'être exemplaire et l'on peut apprécier d'être soigné et d'être éduqué gratuitement en France. Il faudrait un numéro pour nous permettre de sélectionner le bon service public. (Réactions mitigées)

Intervention de Christelle Dubos, secrétaire d'État auprès d'Agnès Buzyn, rattachée au Ministère de la Santé et de la Solidarité : A propos de la question posée sur la petite enfance, je voudrais rappeler la nomination d'Adrien Taquet secrétaire d'État rattaché à la protection de l'enfance. Et concernant les crèches, je précise que 22% des enfants sont accueillis en mode collectif, les autres de façon individuelle par des assistantes maternelles.

**24°(H)** Il est temps de simplifier l'accès aux droits et de faciliter les démarches pour les personnes handicapées, qu'il faudrait associer aux prises de décision. Tout dématérialiser n'est pas la solution car beaucoup de gens seront exclus et l'on a toujours besoin d'un accompagnement humain. (applaudissements du public)

**25°(H)** Le sujet de l'écologie n'a pas été abordé ; demain c'est la Journée des Zones humides à Bordeaux ; certaines zones sont classées Natura 2 000 par certains services de l'État puis déclassées par d'autres services, pour construire un golf, par exemple. Les services publics sont-ils au service du public ou du privé ? (Cartons verts)

**26°(F)** On ne peut pas séparer les thèmes du Grand Débat : fiscalité et organisation de l'État sont indissociables. La Nouvelle Aquitaine fait la taille de l'Autriche et il paraît difficile d'espérer des services de proximité. Il faudrait une loi Deferre 2 qui donnerait plus de prérogatives aux départements. Il faudrait donner plus de pouvoir au département pour favoriser la proximité. (applaudissements du public)

**27°(H)** Dans la relation que l'État entretient avec ses agents, je voudrais souligner que deux « cadeaux » leur ont été faits : la restauration d'un jour de carence et le gel du point d'indice.

Quand on maltraite les fonctionnaires, on maltraite le service public. Il y a une injustice entre les salariés du public et du privé, au bénéfice de ces derniers. (Cartons rouges)

En supprimant l'ISF, perte sèche pour le budget de l'État de 3 milliards par an qui concerne les 300 000 Français les plus riches. Donc je propose la suppression du jour de carence, le dégel du point d'indice et le rétablissement de l'ISF. (Réactions mitigées rouge/vert)

**28°(H)** Sur le sujet de la décentralisation, il faut défendre les intercommunalités qui devraient être érigées en collectivités territoriales et permettraient de rapprocher le décideur du citoyen.

Suffrage universel direct pour les intercommunalités et déconcentration des services de l'État.

**29°(F)** Il faut recontextualiser le débat pour répondre à la crise, tous les thèmes sont liés. Les formations proposées doivent être en lien avec les enjeux actuels et les emplois de demain, sans oublier la dimension environnementale. Le pôle emploi est un service démodé, il faut donc une réforme de ce service pour vaincre la crise sociale. (applaudissements du public)

**30°(H)** Le constat négatif que nous faisons sur le manque de moyens dans les services publics devrait nous amener à organiser un débat sur les liens de nos réformes avec les autres pays européens.

**31°(H)** Dans le Périgord noir, dans les villages autour de Sarlat, tous les services disparaissent : hôpital, poste, parfois la mairie ; or le maire est un personnage central de la ruralité. On a rajouté au mille-feuilles administratif la communauté de communes qui ne sert à rien. Il faut remettre les chefs-lieux de canton et revaloriser le rôle des communes. (Cartons verts)

**32°(F)** Le constat de ce soir : des questions très techniques qui montrent que l'on connaît mal les services de l'État, une éducation est nécessaire. Ma question est éthique : est-ce qu'on choisit de valoriser les services publics ou bien est-ce qu'on continue la dérive de la rentabilité qui fait des dégâts à l'hôpital, etc.. ? (Cartons verts)

**33°(F)** En ce qui concerne le tri des déchets, des progrès restent à faire dans le sens d'une simplification des normes. Autre sujet : les problèmes psychologiques ne sont pas suffisamment pris en compte, le remboursement de tous les soins psychologiques serait un progrès social. (Quelques cartons verts)

**34°(H)** C'est super ce que l'on fait ce soir et un nouveau service devrait être créé au sein des communes pour poursuivre la démarche. (réactions minimales plutôt vert)

**35°(F)** En effet, si on est là ce soir c'est parce que des Français qui voulaient être acteurs du changement sont allés dans la rue. Il existe déjà des façons de s'impliquer dans la politique de la ville mais ce débat montre que l'on veut s'impliquer dans plus de domaines. En ce qui concerne l'emploi, souvent, dans les appels d'offres, l'emploi est déjà réservé à quelqu'un, tout est faussé, c'est du népotisme ; comment surveiller mieux les recrutements ? Il faut s'intéresser aussi au péri-scolaire : à la Benauges, en ZEP, le CP est dédoublé mais la garderie est surchargée et le centre aéré manque d'animateurs. Pour l'écologie, un système de bonus/malus jugerait de l'implication éco-citoyenne des particuliers et des entreprises.

2ème intervention du modérateur C2D : Identification des sujets abordés sur les papiers libres ; grande demande d'amélioration des services et de plus de services, souffrance de beaucoup et aussi envie d'apporter une pierre à l'édifice/ le mille-feuilles administratif ne correspond pas à toutes les situations et géographiquement des choses sont à revoir dans un souci de proximité que tout le monde souhaite à travers un guichet unique/

l'évaluation des services publics est demandée dans le sens de la transparence / un seul papier aborde le sujet de la justice. Donc nous n'avons que peu parlé de justice pour l'instant.

**36°(H)** Le système de sondage qui existe actuellement ne permet pas de savoir si l'on a voté deux fois ou veut voter contre. (pas de réaction)

**37°(F)** S'oppose, au nom de ses parents cadres hospitaliers, à la suppression des postes de fonctionnaires ainsi que leur non-renouvellement. Il faudrait accompagner les patients jusqu'au bout, mieux former les soignants et enfin améliorer l'orientation des élèves. (pas de réaction)

**38°(F)** Il y a des fraudes fiscales mais aussi des fraudes aux dépenses sociales, certaines prestations (retraites...) devraient être perçues si le citoyen a habité minimum 6 mois sur le territoire (comme à l'inverse).

**39°(H)** A propos de la transparence, tous les documents administratifs doivent être mis en ligne, hormis les militaires. Or ce gouvernement a voté une loi sur le secret des affaires qui a été opposée au citoyen dans les affaires du Lévothyrox et des implants mammaires. Il faut donc abroger cette loi. (applaudissements du public)

**40°(F)** Quand on évoque les services publics, trois mots clés me viennent à l'esprit : rationalisation, humanisation, éthique. On a besoin de rationaliser les transports en commun ; on a besoin d'humaniser les services dans de nombreux domaines ; et l'éthique voudrait que l'on réduise le train de vie de l'État. Le rôle des chambres régionales et de la Cour des Comptes devrait être renforcé et passer du consultatif au sanctionnel. Cette consultation citoyenne est une bonne chose à condition que les élus en tiennent compte. (Cartons verts)

2° intervention de Madame Dubos qui assure être là pour écouter ; toutes les propositions seront reprises dans la synthèse du Grand Débat. Des chantiers sont déjà lancés et attendent ces propositions.

Remerciements de l'équipe envers la ministre.

La mère d'un enfant autiste qui est déjà intervenue interpelle Madame Dubos sur l'importance du handicap.

**41°(F)** Ancienne pédo-psychiatre, elle cautionne la souffrance de la mère d'un enfant autiste qui vient de s'exprimer et rappelle que le budget de l'hôpital diminue chaque année au point qu'il doit se décharger sur d'autres services et elle déplore que madame Dubos n'ait pas répondu sur les problèmes au niveau de l'hôpital. (Cartons verts)

**42°(F)** Le manque de moyens dans le péri-scolaire est confirmé, le sous-effectif entraîne des problèmes avec les enfants et peut avoir des conséquences graves.

Souhaite plus de dépenses pour la qualité de vie des citoyens et moins de frais alloués aux hauts fonctionnaires : ils méritent leur salaire mais il faut encadrer les frais de déplacement et autres dépenses. (Quelques cartons verts)

**43°(F)** Je suis citoyenne et je pense que le service public c'est aussi chacun de nous : on peut aider en étant bénévole, en se formant pour participer à la vie citoyenne, aux premiers secours, à l'accompagnement des malades, diminuer ainsi le poids qui pèse sur les services publics. (Cartons verts)

**44°(H)** Un service public qui existait quand la France était prospère, celui de la Monnaie ; la dévaluation est une solution, impossible avec l'euro. Une monnaie n'est pas viable s'il n'y a pas d'État. Sortie de l'Europe ? il existe une alternative soit la désindustrialisation soit une autonomie monétaire pour protéger les petites industries et favoriser l'économie locale. (Cartons rouges)

**45°(F)** Ne pourrait-on pas réhabiliter le transport sur les fleuves et les rivières, la Dordogne et la Garonne ?

En ce qui concerne l'apprentissage, il faudrait des mesures incitatives pour que les entreprises accueillent plus facilement les jeunes. Et enfin la gratuité des transports urbains. (Quelques cartons verts)

**46°(F)** Pour la justice, le processus est beaucoup trop long : plus de juges et une justice plus rapide. (cartons verts)

3e intervention du modérateur :  
Un papier est extrait de la pile mentionnant : « Les vrais pauvres ne sont pas là ce soir ».

Ce compte rendu a été réalisé par 2 bénévoles du C2D et relu par 2 participants.

Conclusion d'Alain Juppé qui se réjouit de la qualité du débat, bel exemple de débat démocratique et cela va continuer. Félicitations au C2D pour le talent des animateurs qui ont mené ce débat.

Vous trouverez en annexe pour compléter ce compte rendu

- le discours de la 1ère intervention
- les propositions émises par le public à l'écrit durant tout le débat.





Le grand  
débat national

# La fiscalité et les dépenses publiques



Le grand  
**débat national**

**Le :** Jeudi 7 février

**A :** Saint-Médard-en-Jalles

## **Compte-rendu Grand débat national**

### **Fiscalité et dépenses publiques**

#### **Contexte des débats :**

Salle comble (environ 300 personnes), public mélangé, hommes et femmes, peu de jeunes mais interviennent dans les échanges, présence d'élus, quelques gilets jaunes individuels, ambiance cordiale dans un débat engagé.

Introduction du Maire de Saint-Médard-en-Jalles, Monsieur Mangon, heureux de participer à l'une des 4 réunions d'initiative locale, dont le sujet est fiscalité et dépenses publics. D'ailleurs, le sujet corrobore les envies des habitants qui avaient voté pour parler de cela lors d'un sondage de la ville. Le Maire ajoute que ce débat est organisé par le C2D, donc des citoyens bénévoles autonomes, représentants de la société civile. Nous sommes là pour nous écouter et partager, à cœur de faciliter l'écoute et le dialogue, rôle de facilitateur, d'échange. Le débat s'appuiera sur des règles pour que chacun s'exprime. Remerciements

Intervention d'Anne-Laure (C2D) explicitant l'organisation de cette soirée et des débats pour qu'un maximum de personnes (durée et parité à respecter) s'expriment dans une ambiance sereine et constructive : sont avant tout attendues des propositions de la part de l'assemblée. S'ensuit la présentation du thème général de cette réunion par Pierre, modérateur de séance (C2D)

**1°(H)** On parle du montant de l'impôt qui est apparemment important en France : ça ne me choque pas, mais on va laisser la dette à nos enfants ? Pendant les 50 dernières années on a payé plus, il faut comprendre pourquoi nous n'avons pas réussi à combler nos dépenses par nos impôts. La protection est convenable. La répartition de l'impôt est une vraie question. Qui doit payer ? Pour l'instant ce n'est pas réparti de manière équitable. Je propose un impôt proportionnel et qui monte de façon exponentielle (nombreux cartons verts, quelques rouges). De plus, l'argent récolté par l'ISF (Impôt sur la fortune) n'est pas retombé dans l'investissement. (cartons verts)

**2°(F)** Si aujourd'hui on a autant de problèmes en France c'est à cause de la dette publique « irremboursable ». Pourquoi donnons-nous autant de pouvoir aux banques ? Supprimer la dette et commencer à faire quelque chose ? (nombreux cartons rouges)

**3°(H)** On souhaite que l'impôt soit juste, mais il y a beaucoup d'injustices. Les impôts locaux ne sont pas sur le revenu mais sur le capital immobilier : injuste et difficile à payer par certains. Exemple : habitant de Mérignac qui a une maison à Langon, Il gagne 2 000 €/mois pour cet impôt de 4 000€. Donc l'impôt est aussi compliqué à payer pour les revenus modestes. Vaudrait-il mieux imposer le revenu ou le patrimoine (hérité ou acquis) ?

**4°(F)** Se déclare comme professionnelle du métier de la fiscalité. Il faut baisser le niveau de dépenses publiques et une exigence de transparence. Nous dépensons beaucoup d'argent pour la production de logements : « Où va ce pognon de dingue ? ». 70% en locatif. De nombreux organismes tournent autour de cela (Bordeaux Métropole, La Fab, ...). Il y a énormément de structures sur le foncier et l'immobilier avec des équipes à compétences diverses. Demande d'un audit par la cour des comptes avec la chambre régionale des comptes pour établir la transparence des comptes. Il y a 126 000 personnes en attente de logements sociaux. (cartons verts)

**5°(H)** Aide à la défiscalisation Pinel : pour acheter un appartement à 300 000 euros, on peut avoir une aide de 60 000 euros grâce à la loi PINEL si vous louez. Un couple avec 3 000 euros par mois ne peut pas acheter cet appartement (1 250€/mois) et la banque refuserait sûrement le prêt. Néanmoins, avec l'appartement à 240 000 euros l'acquisition serait probablement possible (1 000€/mois). Demande que la loi PINEL soit revue (cartons verts). Revoir les lois de la défiscalisation pour la distribution vers les personnes - jeunes en majorité - en besoin de logement...

**6°(H)** on parle de Grand Débat, mais quand Macron participe à des rencontres, les chaînes d'info le retransmettent pendant des heures. (ambiance mitigée vert/rouge). Les autres réunions, plus petites ne le sont pas. Quelle importance aux yeux du gouvernement ? La France est championne du monde des prélèvements, avec un déficit énorme. Nos technocrates nous pompent dans notre portefeuille. Il propose une réduction du train de vie des politiques. (cartons rouges) (discours en annexe)

**7°(F)** On a demandé aux retraités de donner 5 euros pour les APL (allocation pour le logement). Pourquoi pas aux hautes autorités, et les anciens ministres participent-ils ? (nombreux cartons verts)

**8°(H)** Cesser le mille-feuilles administratif (applaudissements du public), démarches très lourdes, il faut mettre de l'ordre, simplifier l'administratif et s'attaquer au corporatisme. Il y a trop de doublons dans l'administration. (nombreux cartons verts)

**9°(F)** Concernant la dépense publique, il va falloir faire des économies et on en a tous conscience. La réponse de tous les bords est « c'est marginal ou de la démagogie ». Il n'y a pas de petites économies, il faut que ceux qui s'occupent des dépenses publiques le sachent. (cartons verts)

**10°(H)** Les donations/héritages : les frais de donations sont excessifs. En fonction de l'âge des receveurs il faudrait que les frais soient évolutifs ; cela permettrait de relancer l'économie avec l'argent réinvesti. (nombreux cartons verts)

**11°(H)** Habitant de Saint-Médard-en-Jalles, les GDN sont en retransmission sur les chaînes privées : pas logique. On est tous taxés, ceux qui nous gouvernent devraient montrer l'exemple. Jamais un ministre n'a proposé de baisser leur salaire. M. Macron l'avait annoncé dans son programme mais aucune baisse des salaires. (cartons rouges - quelques verts). Il faut réduire le nombre d'élus, de députés, de consulats/ambassades (dont en Europe qui ne servent à rien). Comment je peux vivre avec le mini social ou le mini vieillesse ? La CSG (contribution sociale généralisée) des retraités a augmenté de 1,7 point c'est à dire de 25%. (applaudissements du public)

**12°(H)** « Gilet jaune pacifique d'Aquitaine » Plusieurs propositions : pas de TVA (ou abaissée) sur EDF, gaz, et eau. Retour ISF, enlever les taxes des marques alimentaires de première nécessité, augmenter l'impôt sur le revenu des hauts revenus, meilleure aide pour l'isolation, taxer le kérosène, limiter les loyers, (quelques verts), obliger les entreprises à recruter des stagiaires, demander l'interdiction des grenades et le départ de Castaner. (rouge crescendo)

**13°(H)** Remerciement aux gilets jaunes pour avoir réveillé la France. Proposition de diminuer le train de vie de l'État, réduire les déserts médicaux, abaisser/supprimer le remboursement des frais de cures qui sont des soins de confort, afin de récupérer du personnel médical.

1ère intervention du modérateur  
C2D : simplification du mille-feuilles administratif, lutte contre la fraude et l'évasion fiscales (cartons verts), diminuer le coût de fonctionnement de l'État, regrouper les services publics en milieu rural...

**14°(H)** dessinateur en bâtiment, père au foyer. Pensez-vous que les mesures agissant sur les taxes, peuvent résoudre les problèmes sociaux ? Est-il nécessaire de faire produire à l'étranger ce que l'on est capable de produire en France ? Il faudrait songer à des mesures pour augmenter le pouvoir d'achat pour vivre et non survivre ?

**15°(H)** habitant de Saint-Médard-en-Jalles. Je demande que quand les personnes qui partent vivre à l'étranger reviennent en France, elles payent au maximum. Et que ceux qui viennent se soigner en France payent leurs frais médicaux. (cartons verts)

Il propose de rétablir l'ISF pour tout ce qui n'est pas réinvesti, de réduire la TVA pour les produits de première nécessité (applaudissement du public). Il émet l'idée de faire un moratoire sur chaque disparition de service public tant que n'est pas trouvée une solution alternative pour permettre à chaque personne de bénéficier du service. (cartons verts)

**16°(H)** nous manquons d'un idéal (citation St Exupéry), on nous propose des visions comptables (cartons verts). Combien de services publics en moins par économie ? Nous avons privatisé des autoroutes en 2006 (concessions de longue durée) pour 14,8 Md€, versement de 1,7 Md€ pour les actionnaires et rapport en 12 ans. Il faut les re-nationaliser : l'Espagne nationalise les autoroutes, donc c'est possible. Pour ce qui rapporte arrêter la privatisation (autoroutes, SNCF, aéroports...)...

**17°(H)** Gilet jaune pour le retour de l'ISF. Le CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) doit servir à une optimisation sociale. Les actionnaires doivent être taxés au maximum car les actions sont revendues pour la plus-value sans apport de valeur ajoutée. C'est quelqu'un qui gagne de l'argent sur le dos des autres.

**18°(F)** les niches fiscales sont opaques et la plupart sont inconnues : il faut informer et les faire connaître.

**19°(H)** Problème de l'optimisation fiscale : en France taxation des bénéficiaires 34% pour apport 2% du PIB (alors qu'en Allemagne c'est 18% pour la même incidence). Pour la simplification, et l'optimisation fiscale qui ne sert qu'aux hauts revenus, ceci est un vrai problème. Cela empêche l'État de redistribuer. Les grosses entreprises sont protégées mais pas les petits artisans. (réactions minimales plutôt vertes)

**20°(H)** Pour un consentement d'impôt, car un impôt qui n'est payé que par moins de la moitié des contribuables c'est ni tenable ni juste. Il est inutile de parler de baisse d'impôt si on n'est pas capable de parler de diminution de dépenses publiques, ou de mieux dépenser.

**21°(H)** Se déclare gilet jaune. Il introduit en dénonçant la suppression de l'ISF, en ajoutant que cela représente 4 milliards d'euros (chahut). Il propose de supprimer la CSG pour les 30% de retraités qui la paient encore (quelques verts) et l'indexation doit être remise par rapport aux prix : perte de 1,8% et -5% (2013) sur les retraites. Les augmentations sont à payer par les entreprises et patrons. (cartons verts)

2ème intervention du modérateur  
C2D : Nous n'avons pas encore répondu à la question « Dans quels domaines faut-il faire des économies ? »

Identification des sujets abordés sur les papiers libres : Réduire la dépense / avoir les stratégies des collectivités / payer des impôts plus justes

**22°(H)** retraité qui a payé 3 500 euros d'impôt sur le revenu en 2018, il ne le regrette pas car il pense qu'il y a des investissements prioritaires. Il a comme souhait qu'il y ait des efforts pour les élèves en difficulté à l'école, diminuer les effectifs de fonctionnaires, de relancer les emplois aidés et pourquoi pas grâce au mouvement associatif et à la remise des emplois aidés, des actions envers le lien social et l'emploi.

**23°(H)** Proposition pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales : créer un comité d'experts pour réguler : la fraude à la Carte Vitale. Concernant les budgets des associations, il est nécessaire de limiter la participation de l'État aux organismes de formation (à frais de fonctionnement > 15%) et la limiter à 50% pour les grandes associations.

**24°(H)** Coût de financement hospitalier : demander au privé de contribuer car concurrence faussée (pas de frais de formation initiale, non accueil de public précaire).

Il faut rétablir un équilibre privé/public car le privé profite. Importance d'améliorer la gestion des ressources (eau, électricité, matériel), d'alléger les lourdeurs administratives. Les frais médicaux doivent être payés par les évadés fiscaux qui viennent se faire soigner en France. Il faut aider les pays étrangers à soigner chez eux, sinon qu'ils paient quand ils viennent chez nous. (cartons verts). Actuellement l'économie sur l'humain donc il y a des suicides, de la pénibilité, des arrêts de travail. La pénibilité à l'hôpital est à valoriser. Il faudrait imaginer une fiscalité écologique sur la qualité du produit suivant sa durabilité, son obsolescence ... (cartons verts)

**25°(H)** il faut baisser la TVA sur les produits biologiques pour aider la consommation. Il faut trouver des solutions pour financer les retraites (1/4 des dépenses) et la justice au budget le plus faible.

**26°(H)** Évasion fiscale : la France a des accords avec certains paradis fiscaux (Andorre, Panama, ...) : on se demande à quoi ils servent et donc les revoir. Propose de taxer à la hauteur des taux français les revenus qui sont perçus par des résidents français à l'étranger

**27°(F)** Elle regrette l'absence de jeunes dans le public. Le CICE doit être versé à moitié à l'économie solidaire et aux entreprises de moins de 50 salaires. (cartons verts)

**28°(H)** on demande toujours plus à ceux qui en ont le moins.

**29°(H)** Habitant de Saint-Médard-en-Jalles : diminution des dépenses - par exemple - du crématorium de la métropole fonctionnant avec 15 salariés, celui de Montussan fonctionne avec seulement 5 salariés : plan de progrès pour optimiser et améliorer l'efficacité. Il faut donner de la souplesse et responsabiliser les agents. (cartons verts)

**30°(H)** Habitant de Saint-Médard-en-Jalles : réduction du train de vie de l'État, abolir les privilèges, les anciens politiques se « gavent », on devrait surtaxer ce qu'ils gagnent (quelques verts). Les produits locaux doivent être valorisés : baisser la TVA, mais augmenter celle des grosses entreprises (Cocacola,...)

**31°(F)** Commencer à traiter la fiscalité numérique car c'est un sujet qui n'est pas affiché ni traité

**32°(H)** des élus sont normalement là pour la participation mais rien n'est fait. Pourquoi, selon nos revenus, nous payons la même TVA ? Il propose de : supprimer la TVA injuste au profit de l'impôt sur le revenu. Taxer de 0,01€ toute transaction boursière.

**33°(H)** sujet niches fiscales, Lois Pinel et Duflot, offre/demande, nombre décroissant de chantiers, mais loi Pinel croissante.

**34°(H)** On peut se passer de voiture, mais on ne peut pas se passer d'électricité, mais personne n'en parle. Il existe des gens actuellement sur les ronds-points pour l'abaissement des taxes (taxe CSPE sur le KWh, pour le photovoltaïque et éoliennes.). Ce qui correspond à une politique énergétique de riche. La participation des entreprises aux CE est de 0,3% de la masse salariale, mais celle de EDF de 1% du CA = 350 M€ pour 66 000 agents : dans nos factures, nous payons les vacances des salariés EDF.

3ème intervention du modérateur C2D : Nous n'avons pas parlé de fiscalité des entreprises. Identification des sujets abordés sur les papiers libres : établir une taxe sur les poids lourds étrangers qui traversent (quelques verts), supprimer la CICE aux grosses entreprises et la réserver aux PME.

**35°(H)** L'évasion fiscale est une fraude fiscale (actuellement à 80 Md€/an). Il y a des cabinets d'avocat qui sont spécialisé dans la fraude fiscale qui poussent à frauder. C'est irréal.

**36°(H)** Les inégalités s'accroissent, et la richesse mondiale est détenue par une petite partie de milliardaires. Il ajoute que l'inégalité dans les naissances est à traiter, car si la fortune récompense le génie ou le travail, c'est acceptable, mais si c'est de naissance ce n'est pas normal. Il faut donc alourdir les grosses successions. (cartons verts)

**37°(H)** Comment pourrait-on augmenter le pouvoir d'achat et les retraites et baisser la fiscalité ? Pour un rétablissement des 39h (réactions mitigés vert/rouge), augmenter progressivement le temps de travail permettre aux entreprises de s'organiser, et aux hôpitaux aussi, moins de coûts sociaux à cause des arrêts maladies, et être plus compétitifs que nos voisins européens, qui eux, travaillent déjà plus que les Français (rouge en crescendo). « Si vous voulez faire quelque chose pour votre pays travaillez plus. ». (cartons rouges)

**38°(F)** Il y a des fraudes fiscales mais aussi des fraudes aux dépenses sociales, certaines prestations (retraites...) devraient être perçues si le citoyen a habité minimum 6 mois sur le territoire (comme à l'inverse).

**39°(H)** Représentant d'un mouvement « Les jeunes dans les urnes » : propose un plan logement (problème pour les étudiants) où les logements en AirBnb doivent faire l'objet de permis donné par les mairies (cartons verts), un plan pour l'alternance qui permettrait d'augmenter le taux à 20% et de libérer du temps d'enseignement pour les professeurs (cartons verts), renforcer la blockchain pour créer des monnaies locales et donc renforcer l'achat de produits locaux. (cartons rouges)

**40°(F)** On demande d'abaisser la taxation, mais on dépense en téléphonie qui crée de la richesse pour les GAFAs, c'est déroutant, il y a à faire. (quelques applaudissements)

**41°(H)** retraité de Saint-Médard-en-Jalles, Pouvons-nous laisser aux futures générations le poids de la dette ? Plus de 2 300 Md€ soit 9 x budget de la France.

**42°(F)** Quelques propositions : revenir sur la loi transition écologique (nucléaire inférieur à 50% et suppression de 23-27 réacteurs c'est irréalisable), développer les énergies renouvelables, investir dans l'hydrogène. Comment tenir l'engagement du prix à la pompe avec cette loi qui engage jusqu'à 2030 ?

**43°(H)** Pour une décentralisation des dépenses publiques, vers une régionalisation, pour que les régions puissent fixer certaines règles. Certaines régions sont plus fragiles que d'autres, selon la concurrence (Pyrénées/Espagne). Pour la dépénalisation du cannabis. (réactions minimales plutôt verts)

**44°(H)** L'absence de jeunes est due au fait que la politique a de moins en moins d'impact. Rendre l'impôt plus juste en augmentant le nombre de tranches d'imposition (programme Mélenchon) (cartons verts), l'imposition des entreprises doit se faire de façon plus juste, plus progressive, selon le chiffre d'affaire et non à taux fixe.

**45°(H)** Il n'y a pas de progressivité au niveau de l'impôt, il existe des problèmes d'utilisation des ressources de l'État donc il faudrait optimiser le travail des fonctionnaires. D'établir l'impossibilité de voter un budget en déficit. Il est urgent de ne pas faire peser sur les générations futures nos dépenses et notre dette (2 300 Md€) d'aujourd'hui.

**46°(H)**: Il faut réfléchir pour réduire les taxations des entreprises, taxations qui freinent l'embauche et l'augmentation des salaires.

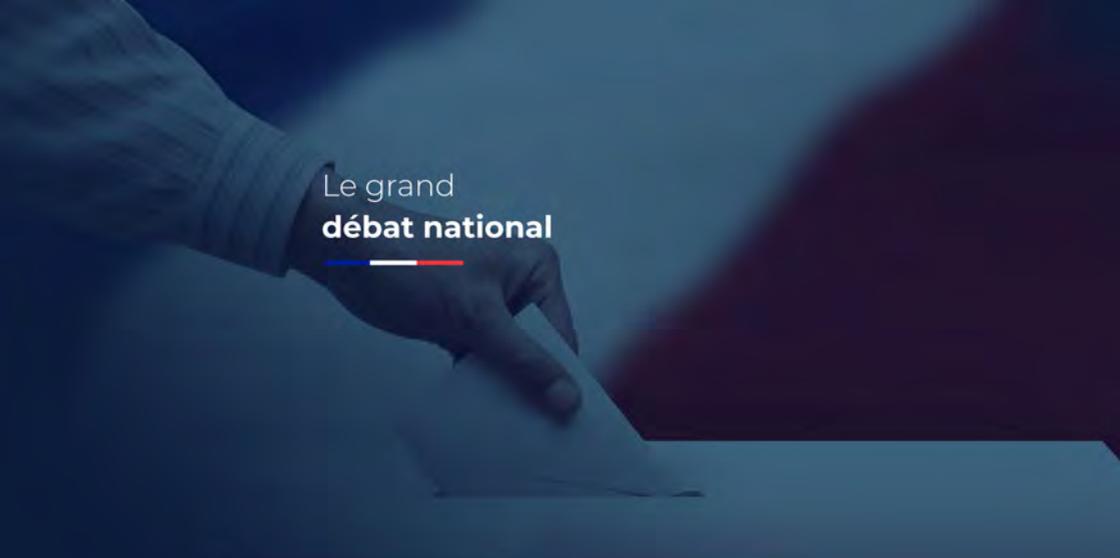
**47°(F)** Le CICE, et toutes les indemnités données aux entreprises et surtout les grandes, devraient avoir une condition sur la durée pour que les entreprises qui touchent de l'argent de l'État soient obligées de respecter leur part du contrat, surtout celles qui licencient très vite ou délocalisent. (cartons verts)

4ème intervention du modérateur  
C2D : Identification des sujets abordés sur les papiers libres : avoir un regard sur le CICE, possibilité de demander le remboursement / fiscalité écologique / taxation grands groupes + GAFA / lutte fraude fiscale / abolition des retraites des anciens dirigeants / pénaliser l'agriculture qui utilise des pesticides / introduire une évaluation des investissements de l'Etat et des subventions avec constat de la part d'investissement.

Vous trouverez en annexe pour compléter ce compte rendu

- le discours de la 6e intervention
- les propositions émises par le public à l'écrit durant tout le débat.

Ce compte rendu a été réalisé par 2 bénévoles du C2D et relu par un participant.



Le grand  
**débat national**

---

# Démocratie et citoyenneté

## Le grand débat national

**Le :** Samedi 23 mars

**A :** Carbon-Blanc

### Compte-rendu Grand débat national

#### Démocratie et citoyenneté

##### Contexte des débats :

Salle remplie (environ 100 personnes), public mélangé, hommes et femmes (plus nombreuses), peu de jeunes mais interviennent dans les échanges, quelques gilets jaunes individuels, ambiance cordiale dans un débat engagé avec des échanges entre les participants.

Introduction du Maire de Carbon-Blanc, Alain Turby, indiquant avoir accepté la proposition d'accueillir l'un des quatre rendez-vous du grand débat à l'échelle métropolitaine. Carbon-Blanc avait déjà proposé 3 dates sur les trois autres thématiques, et donc le maire accepte avec plaisir d'accueillir le débat « Démocratie et citoyenneté ». Le maire introduit le sujet en affirmant que la démocratie actuelle est en péril en prenant l'exemple de l'absentéisme aux votes. Néanmoins, il a de l'espoir pour trouver des réponses aux questions suivantes : Comment la démocratie peut-elle évoluer ? Comment le peuple peut s'exprimer ? Le Maire souligne sa volonté d'écoute de la parole des citoyens. Il souhaite également une prolongation par une démocratie participative plus active.

Ouverture par Josiane (C2D) présentant le rôle du conseil de développement durable de Bordeaux métropole.

Intervention de Yves (C2D) explicitant l'organisation de cette soirée et des débats pour qu'un maximum de personnes (durée et parité à respecter) s'expriment dans une ambiance sereine et constructive : sont avant tout attendues des propositions de la part de l'assemblée. S'ensuit la présentation du thème général de cette réunion par Jean-Michel (C2D)

**1°(H)** Nous parlons de démocratie représentative dans les questions 10 et 6 mais il y a des citoyens dont la voix ne compte pas ou moins que les autres. Par exemple, l'habitant que la loi différencie dans son statut « d'étranger », pourtant ils participent à la vie de la commune (paye leurs impôts) ou encore le citoyen qui décide de voter blanc ou voter nul, ces votes se retrouvent insuffisamment représentés dans le système politique. (cartons verts). Le vote à la proportionnelle doit être amélioré.

**2°(H)** En accord avec la première intervention, le vote blanc doit être comptabilisé mais on doit surtout obliger les gens à voter (comme en Belgique) et avoir des sanctions si on ne vote pas. Favorable au vote de tous les habitants pour les municipales, mais contre le vote des non communautaires aux élections nationales.

**3°(F)** Interroge l'homme qui vient de prendre la parole : Comment peut-on faire pour rendre le vote obligatoire ? (réponse : Nous pouvons, comme les Belges, instaurer une sanction financière, puis rayé de la liste électorale au bout de plusieurs absences injustifiées aux élections)

**4°(H)** Si on prive les gens de ne pas voter en les retirant de la liste électorale, on va créer un désintérêt en la vie politique, et creuser un fossé entre les votants et les non-votants.

Il propose une réflexion sur le RIC : ce référendum va court-circuiter les parlementaires, mais si ces derniers ne nous représentent pas c'est qu'on les a mal choisis. Il y a un désamour pour la démocratie. Pourquoi faire des « efforts » pour des gens qui ne votent pas ? Il faut que les politiques mènent leur action pour tous. Par exemple, il existe une différence de vote entre locataire et propriétaire, donc il n'y a pas/peu de politique pour le logement locatif.

**5°(F)** Il y a un réel souci de représentativité, le système parlementaire ne permet pas à tous les parties d'être représenté au prorata. En dehors de l'assemblée, il y a aussi la possibilité d'accueillir le RIC pour des problématiques locales. Les pétitions peuvent aider. (un rouge/ quelques verts)

**6°(F)** Pointe le fait que quelqu'un qui est né en France mais qui part vivre à l'étranger par choix, ne devrait pas voter en France car il a choisi d'aller vivre dans un autre pays.

(Une femme rétorque que les Allemands, partant vivre à l'étranger, ne peuvent plus voter pour les élections en Allemagne et parfois même pas dans le pays où ils vivent donc on exclut des citoyens du vote).

Ajoute qu'en revanche tout citoyen doit pouvoir voter au niveau national dans un pays lorsqu'il est expatrié

**7°(H)** Le RIC en Suisse il existe mais la citoyenneté Suisse n'a rien à voir avec la citoyenneté en France. Les Suisses ne veulent pas alléger leur période de congés alors que les français auraient dit oui.

**8°(H)** Le RIC est une proposition qui revient en tête des gilets jaunes, donc c'est une proposition majoritaire des citoyens. Pourquoi en avoir peur, s'il est installé de façon réglementaire ? Les modalités sont à organiser. Ça marche dans d'autres pays (ambiance très mitigé). Il propose le RIC pour toutes les décisions en toute matière. (cartons rouges)

**9°(H)** C'est compliqué pour les citoyens de s'exprimer sur toutes les matières. Il faut donc une information fiable au quelle on a confiance. Le RIC révocatoire : « je ne suis pas contre cette idée, ça obligera les politiques à suivre le programme pour lequel il a été élu ».

**10°(H)** La participation citoyenne au sein du Conseil économique et social, c'est une instance dont on parle beaucoup mais ne sert pas grand-chose apparemment. La chambre consultative il faudrait y associer des citoyens tirés au hasard.

**11°(H)** Le RIC révocatoire présente des dangers car il va y avoir des campagnes politiques permanentes.

Il faut traiter la question de l'éducation à la citoyenneté car il y a un vrai problème de déconnexion avec la réalité. Il y a des jeunes qui ne savent pas comment fonctionnent les élections c'est alarmant. Il faut former des citoyens pour être prêt à voter et à participer aux débats (beaucoup de cartons verts). Certaines demandes de citoyens sont traitées de manière expéditive : il faut une meilleure connaissance de ces demandes par les services publics. Le citoyen de base connaît très mal le fonctionnement de l'impôt et le rôle des institutions.

**12°(F)** ancienne professeur d'histoire géographie qui affirme qu'il y a de l'éducation de la citoyenneté à l'école.

**13°(F)** Il faut commencer dès la maternelle l'éducation à la citoyenneté, y compris les valeurs de la République avec des exemples concrets (maternelle : les grands aident les petits), l'éducation civique se limite souvent à des études de textes de Rousseau ou autre, il faut des cas quotidiens et concrets (cartons verts) et faire de l'éducation aux immigrés pour les aider à leur intégration. (beaucoup de verts)

**14°(F)** Je n'ai jamais appris la marseillaise à l'école mais par les matchs de foot.

Du fait de mon métier, j'ai accompagné des personnes qui se font naturaliser, et en lisant leurs dossiers il y a des questions sur la laïcité et les principes de la république, et certains en connaissent plus que moi. C'est tout de même alarmant et cela démontre le fait qui faut vraiment éduquer les citoyens/enfants.

**15°(H)** Il est nécessaire que l'État fasse plus pour encourager le système associatif, lieu exemple d'apprentissage de la citoyenneté, prise au sens de la solidarité, de l'engagement civique et de la démocratie. En tant que dirigeant associatif, j'ai pu constater que depuis quelques temps le mouvement souffre, les emplois aidés ont souffert, l'État doit revenir sur les constats de l'époque. L'État doit revenir à une analyse approfondie du rôle des emplois aidés pour les associations, pas seulement sur logique comptable et budgétaire. (quelques verts)

Tère intervention du modérateur C2D rebondit sur le système associatif (donne un exemple des associations environnementales qui représentent des paroles).

Beaucoup de sujets ont déjà été abordés mais après lecture des papiers libres, quelqu'un signale qu'il aimerait bien savoir quel est la composition de l'assemblée d'aujourd'hui au niveau du logement (logement individuel/ collectif, locataire/propriétaire). Nous proposons à cette personne de prendre la parole. Sur les papiers nous avons pu voir la question de la diminution des instances représentatives, la politique migratoire. Des sujets non exprimés : limite de la représentation, l'engagement citoyen, le regard à l'autre, la laïcité, les discriminations.

**16°(F)** Les associations sont acteurs, les syndicats c'est pas la même chose, ils n'ont moins de poids. L'association peut changer des choses, au niveau syndical c'est plus difficile. Syndicats et associations sont souvent des acteurs de leur propre corporation, pas suffisamment représentants des classes populaires.

**17°(H)** Il y a peu de participation aux votes mais aussi dans les associations. Quel est le sens de la représentativité ? et du pouvoir ? quand on parle de représentation on s'appuie sur un pouvoir collectif, quand on est élu on est serviteur mais pas un chef d'entreprise. Le vote sert quelques fois pour se débarrasser d'un autre.

Je comprends donc pourquoi certains veulent le RIC. Dans toutes les structures il devrait y avoir des moments pour faire le point, le bilan. Une fois passées les élections, les élus se coupent trop souvent des citoyens de base électeurs. (beaucoup de vert)

**18°(H)** représentant de l'association « les jeunes dans les urnes » il propose des référendums avec des choix multiples (scrutin de Condorcet), noter sur une échelle la satisfaction d'une mesure, pareil pour les candidats ne faire qu'un tour mais scrutin à choix multiples comme ça l'ensemble des citoyens se sentira écouté (mitigé), accepter la tri nationalité européenne dans l'optique de l'Europe plus forte (jaunes). Au niveau de la politique migratoire, les étudiants qui veulent étudier en France doivent n'obtenir la nationalité que s'il y a un besoin de profils lié à ces études dans le pays. (ambiance très mitigée)

**19°(H)** deux interrogations sur l'exemplarité des élus et celle de la représentativité. Quand on est indemnisé à cette hauteur on oublie ces problématiques de vie quotidienne des personnes de l'on représente, les députés adoptent un mode de vie décalé. (cartons verts) on attire des gens qui veulent du pouvoir et de l'argent comme à l'ENA. (ambiance mitigée)

**20°(F)** pourquoi un référendum ou plusieurs référendums ? C'est une revendication précoce des gilets jaunes, mais il faut définir le référendum. Les gilets jaunes ont une volonté de renverser, de remplacer les instances, mais les remplacer par quoi ?

**21°(F)** Se déclare gilet jaune initialement pour le RIC mais avant tout pour faire connaître son mécontentement. Son expérience de terrain très lourde, elle préside un collectif d'une résidence en copropriété. Cette instance avait comme but d'être un tremplin sur ce qui se passe dans la résidence et ce que le bailleur fait remonté comme problématique mais on ne nous a pas donné de légitimité donc on a fermé. Gérer les problématiques des gens qui vivent dans les logements sociaux, c'est difficile. Demande d'une médiation plus efficace entre bailleurs et locataires. Beaucoup de gilets jaunes ont envie d'une France en pleine santé. Mais qu'est-ce qu'être un citoyen en France et un citoyen français ? je suis une citoyenne qui s'engage mais c'est un combat quotidien.

**22°(F)** Se déclare gilet jaune. Il faut être aveugle pour pas avouer que les politiques nous baladent. Je suis dans les revendications pour les autres, moi je gagne bien ma vie. On va bientôt nous faire travailler jusqu'à 70 ans alors que le président peut prendre sa retraite après son mandat. (cartons verts) Elle propose une commission pour décider des biens de l'État (l'Élysée). Pourquoi on enlève les taxes d'habitations ? ça enlève des éléments pour les citoyens dans leur communes (crèche, route...) (cartons verts). Il est injuste de réduire les cotisations patronales pour la Sécurité Sociale.

**23°(F)** Demande à la femme qui a pris la parole précédemment (21) de préciser son propos. Elle lui répond en ajoutant qu'il est aujourd'hui nécessaire de s'axer sur des problématiques de savoir vivre ensemble, du respect de tous, et ceci dans les deux sens.

**24°(F)** J'ai suivi les gilets jaunes au début mais il faut réfléchir aux conséquences sur les petits commerces. De très nombreux petits commerces sont obligés de licencier avec le cumul des manifestations gilets jaunes des Samedis.

2ème intervention du modérateur C2D : Identification des sujets abordés sur les papiers libres : vote blanc pose une série d'interrogations, le terme RIC très interrogé, le vote des étrangers en rapport avec la citoyenneté Français > réactions positives, l'éducation à la citoyenneté à l'école et dans les associations, le pouvoir des élus formé à l'ENA, besoin de clarification du rôle de l'élu.

**25°(H)** personne n'a parlé de citoyenneté et du rôle des parents (beaucoup de cartons verts), on fait des enfants roi, les parents baissent les bras. Le code de la route personne ne le respecte, il y a plus de respect dans notre société. Le pays est malade mais aussi la citoyenneté. Le parent doit avoir un devoir, il y a trop de laxisme, l'enfant a besoin de repères. (cartons verts)

**26°(F)** on doit axer l'éducation sur la psychologie de l'enfant. On doit plus taxer les citoyens mais on doit taxer la bourse. Fixer un salaire maximum. Certains métiers s'exercent dans des conditions de travail déplorables. Toujours pas de taxes sur les transactions boursières lorsqu'elles sont pratiquées à grande échelle. La demande rejoint le regard d'injustice sur les revenus les plus élevés.

**27°(F)** réagit à l'intervention 25 et s'interroge sur le fait que l'on ne peut pas faire une loi sur le « être un bon parent ». Donc comment faire ?

**28°(H)** La démocratie est trop laxiste, comme les parents. Les parents doivent avoir des devoirs d'engagement. L'obligation de vote fait partie du devoir d'exemplarité des parents aux yeux de leurs enfants. On ne fait rien pour notre société (beaucoup de cartons verts). L'éducation aux étrangers nécessiterait 6 mois de cours de français après un examen qui donne les droits français si réussite.

**29°(H)** Remerciements aux gilets jaunes, car c'est grâce à eux que l'on est rassemblé ici aujourd'hui. Principale revendication Gilets Jaunes : vivre correctement avec un salaire à temps plein. Ensemble on doit construire notre société, se serrer les coudes et arrêter de jeter la pierre aux personnes qui n'y arrivent pas, à une mère célibataire qui survit difficilement. Hommage aux 11 gilets jaunes décédés. (applaudissement)

**30°(F)** Qu'est-ce que les gilets jaunes pensent des 11 milliards versés par l'État ?

**31°(F)** En réponse : il n'est jamais trop tard pour réparer. D'ailleurs il y a moins de gilets jaunes dehors.

**32°(H)** ou avez-vous vu ces 11 milliards ? c'est n'importe quoi. Les 11 milliards d'aide du gouvernement sont en majorité un leurre quand il s'agit de taxes et impôts prévus qui ont simplement été annulés.

**33°(F)** le mouvement des gilets jaunes n'est pas que français il y a des mouvements à l'étranger sur la progression sociétale. Le modèle économique allemand inclut le dumping social scandaleux sur les salariés immigrés. Je suis contre le cumul des mandats car quand on est élu on n'a pas le temps de s'amuser donc pas le temps de cumuler des postes. (cartons verts). Il faut rendre obligatoire le casier vierge pour les élus comme pour les fonctionnaires. On voit trop souvent des consultations citoyennes non prises en compte par les élus : d'où découragement et éloignement de la considération politique. Les accords de Schengen non respectés et c'est très grave.

**34°(H)** Fait un rappel historique ; l'époque où les élus n'étaient pas payés c'était que des aristocrates. Ce n'est pas parce qu'il y a des élus qui se comportent « mal » que tout le monde est mauvais. On doit établir un quota de lois (quelques verts). Les maires ne sont pas assez payés, demande au Maire de Carbon-Blanc s'il veut annoncer son salaire comme preuve.

Maire de Carbon-Blanc : je gagne 2 800 euros en cumulant mon poste de maire de commune et d'élu à la métropole tout en gérant des gros budgets, et beaucoup de fonctionnaires. Précise qu'il gagnait 5 500 euros dans le privé avant d'être élu. (applaudissements)

**35°(F)** se présente comme mère d'une enfant porteur de handicap. La cause du handicap n'est pas prise en compte, il faut inclure tous les publics, et respecter son voisin. Il faudrait arrêter de regarder le handicap de travers, les enfants sont exclu des activités sportives, il faut nous inclure dans la société et à l'école. C'est dommage qu'au grand débat il n'y a pas de thématiques sur la dépendance, ou le handicap. (cartons verts et applaudissements du public)

**36°(H)** Il existe une partie de la population fragile qu'il faut prendre en compte. Statut des élus et des responsables associatifs : ceux qui avaient un salaire moyen ou élevé ne veulent pas s'engager sans une compensation correcte en indemnité ou mise à disposition horaire.

3ème intervention du modérateur C2D : fait une proposition pour sortir de sa propre expérience et pour formuler des propositions. Par exemple par apport aux interventions orales et aux papiers : le meilleur lieu d'expérimentation du RIC c'est peut-être la commune (beaucoup de cartons verts), un RIC local pour expérimenter des processus nouveaux communaux. Nous n'avons pas encore évoqué une thématique celle du rôle fondamental de l'éducation populaire dans l'éducation des citoyens à l'éducation citoyenne

**37°(H)** propose d'enseigner la rhétorique aux étudiants pour comprendre, analyser et débattre de politique. Les élus manquent d'une culture de synthèse (à l'écoute des citoyens) à la place de leurs propres convictions personnelles qui prédominent trop souvent.

**38°(F)** au final on a pas tous la bonne information sur tous les sujets. L'information n'est pas bien communiquée ou elle est tronquée. (cartons verts). Comment avoir la bonne information ? Il appartient aux médias d'approfondir objectivement la connaissance de sujets : par exemple, les règles de l'immigration qui sont souvent l'objet d'affirmations erronées.

Intervention de la mère d'une enfant porteur de handicap ; on a pas les mêmes problèmes, on parle pas de dépendance, le cœur du débat est pour les minorités, et non pour ceux qui ne mangent pas à leur faim.

**39°(F)** affirme qu'elle est en accord avec la mère qui vient de quitter la salle car l'État ne prend pas en compte ces publics. Continues en affirmant : J'ai 88 ans et il y a un problème, je voudrais mourir dans la dignité, quand j'en ai envie. (beaucoup de verts). Mon mari s'est suicidé car il n'a pas pu mourir à sa façon avec sa famille chez lui ... il faut une loi sur la dignité de mort.

**40°(H)** La dignité, c'est ce que veulent les gilets jaunes. Est propriétaire dans une copropriété, et dans l'instance quand les idées sont claires et expliquées on arrive à se mettre d'accord. Il faut avoir confiance envers les autres pour qu'ils nous fassent confiance.

**41°(F)** Il y a des étrangers qui arrivent en France et qui ont directement des droits (chahut, cartons rouges). Le déremboursement de certains médicaments pour personnes âgées (Alzheimer notamment) a été scandaleux.

**42°(H)** Dans la citoyenneté il y a droits et devoir, c'est les devoirs que l'on oublie. Mais il y a aussi en France liberté égalité fraternité, mais certains gilets jaunes ont obligé les conducteurs à signer des pétitions pour pouvoir passer les ronds-points occupés. Les saccages vont coûter plus de 3 Milliards aux finances publiques. Aujourd'hui il y a 70 000 personnes en chômage partiel, des commerces en difficultés...il faut que ça cesse.

**43°(F)** il faut que l'État arrête de donner de l'argent aux multinationales, aux grandes entreprises (CICE) sans contreparties (exemple de Carrefour qui a licencié). Favoriser l'emploi pour les bas salaires. Laisser aux responsables d'association des temps de mise à disposition pour favoriser le bénévolat.

**44°(H)** On marche sur la tête. On se dit pays moderne, puissance mondiale, mais ça veut dire quoi ce modernisme ? le modernisme c'est que tout le monde puisse manger à sa faim. La répartition de l'argent est primordiale : certains gagnent 45 000 euros par jour et d'autre 10 euros. Les personnes dehors ne sont pas respectées, ignorées.

**45°(H)** Nous sommes tous frappés par la violence des discours ou physique, il y a une responsabilité des journalistes, il faut faire en sorte qu'il y est une plus grande éthique de journaliste. Pas suffisamment d'analyses de fond objectives des journalistes sur des sujets fondamentaux : revoir les règles d'éthique pour éviter les sujets les plus racoleurs.

**46°(F)**: Ce qui est intéressant c'est les discours ensemble, car je doute des résultats du Grand Débat National. Mais on a tous envies de plus de solidarité et ces rassemblements servent d'écoute. Le débat local devra continuer afin de regarder ensemble les sujets communaux.

**47°(F)** Le grand débat c'est très bien, Bordeaux métropole en organise que 4 mais c'est déjà bien. Beaucoup de gens parlent d'eux, il faut se concentrer sur la thématique. (cartons verts)

Arrêter les débordements de casseurs : le débat devrait éviter que chacun parle pour soi, avec ses propres rancœurs : la synthèse n'est pas gérable. 16 millions de personnes engagés dans des associations d'après le questionnaire, je pense que c'est sous-estimé. Quels sont les liens qui peuvent se mettre en place entre l'État et les individus, sur le bien vivre, la famille, le handicap... ? On ne peut pas fidéliser les services civiques avec 500 euros par mois, c'est trop peu.

**48°(H)** les élus (pas ceux des Mairies), l'acte de présence est à vomir vu leurs indemnités ça me choque. 80% de taux de présence nécessaire. Les politiques élus, pendant quelques temps ils nous vendent des revendications des solutions, et après au pouvoir ils tiennent pas leurs promesses, leurs dires. Il faut trouver une solution pour qu'ils les respectent.

**49°(F)** d'accord avec le RIC mais il faut encadrer et baliser pour respecter les valeurs de la République, et aussi l'intérêt général, la laïcité, la parité.

**50°(H)** répond au 48, il faut des programmes chiffrés pour les politiques, dès leur présentation.

**51°(H)** l'évasion fiscale représente une marge de manœuvre. Où trouver de l'argent sans augmenter impôts et taxes ? avec les 100 milliards d'évasion fiscale.

Conclusion du modérateur C2D : remerciements. Ajoute « Les Anglais vivant à l'étranger vont subir le Brexit sans y avoir voté ».

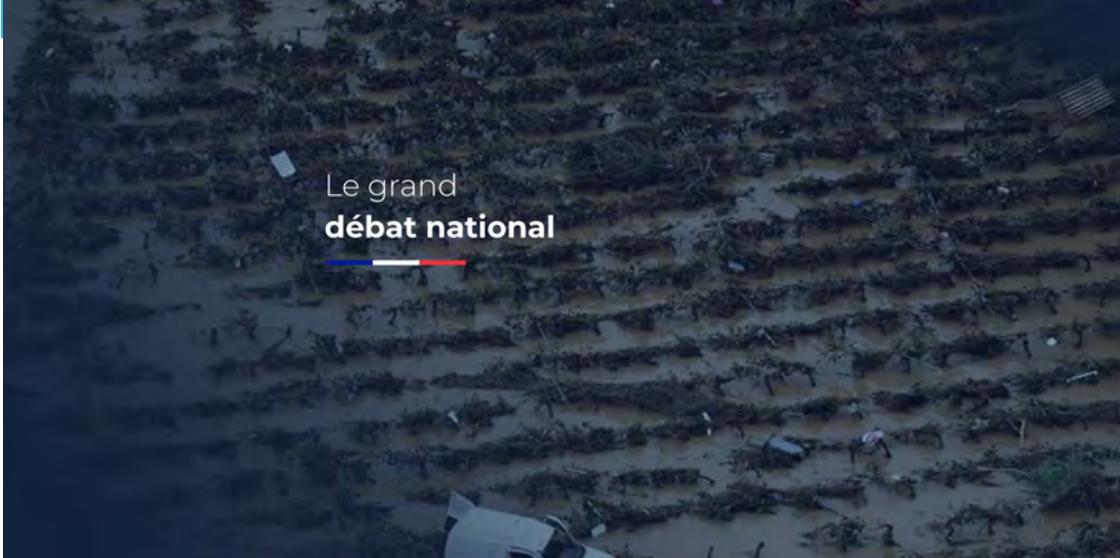
Conclusion du maire : On a parlé d'exemplarité des élus mais il y a aussi une exemplarité de citoyen.

Vous trouverez en annexe pour compléter ce compte rendu

- une contribution écrite remise par un participant
- les propositions émises par le public à l'écrit durant tout le débat.

Ce compte rendu a été réalisé par 2 bénévoles du C2D et relu par 2 participants.





Le grand  
**débat national**

---

# La transition écologique

## **Compte-rendu Grand débat national**

### **Transition écologie**

#### **Contexte des débats :**

Salle remplie (environ 300 personnes), public mélangé, hommes et femmes, jeunes, ambiance cordiale dans un débat engagé avec des échanges entre les participants.

Introduction du Maire de Talence, Emmanuel Sallaberry ; Talence est heureuse d'accueillir le Grand Débat portant sur le 4ème thème, la transition écologique ; on attend un débat riche et sincère dans cet espace François Mauriac qui a pris une configuration circulaire inhabituelle qui favorisera certainement les échanges. Merci à l'ensemble des services et au C2D qui organise ce moment d'écoute, qui est le premier pas vers l'autre.

Ouverture par Esther (C2D) présentant le rôle du conseil de développement durable de Bordeaux métropole.

Intervention de Yves (C2D) explicitant l'organisation de cette soirée et des débats pour qu'un maximum de personnes (durée et parité à respecter) s'expriment dans une ambiance sereine et constructive : sont avant tout attendues des propositions de la part de l'assemblée. S'ensuit la présentation du thème général de cette réunion par Jean-Michel (C2D) ; « Notre maison brûle et nous regardons ailleurs » (discours du président Jacques-Chirac à Johannesburg), suivie d'un discours d'un étudiant d'une École centrale d'ingénieurs, conclu grâce à une citation : « Nous devons apprendre à jouir de la sobriété ». Isabelle (C2D) finit par une définition de la transition écologique.

**1°(F)** Les camions polluent et engorgent la rocade. Il faut développer les lignes ferroviaires dans toute la France, et le ferroutage. Demande d'une gratuité pour les transports en commun. (cartons vert)

Concernant le financement : Rétablissement de l'ISF, lutte contre l'évasion fiscale, et la taxation du kérosène pour les bateaux et les avions. (cartons verts)

**2°(H)** L'objectif de la transition écologique doit être porté par l'Europe ; il faut créer un observatoire européen qui suivra ce qu'il advient de l'accord de Paris et du respect des objectifs. Les programmes nationaux doivent tendre vers la transition écologique mais aussi être associés à des projets européens.

**3°(F)** On doit établir une taxation sur les transporteurs étrangers qui traversent la France. Il est dommage que les projets de ferroutage des années 70 aient été abandonnés, revenir au transport des marchandises via le système ferroviaire. (cartons verts)

**4°(F)** le passage des camions étrangers devient exponentiel, affolant et asphyxiant : on ne peut rouler que sur la file de gauche de la rocade, le long d'un mur de camions. (accord du public ; cartons verts)

Le ferroutage serait, en effet, la solution ; les transports en commun, le soir, ou tôt le matin, sont insuffisants, il faut augmenter les fréquences (cartons verts) et faire le lien entre le vélo et les transports en commun ; il est impossible de mettre un vélo dans le tram à certaines heures. Le covoiturage aussi doit être encouragé.

**5°(F)** Le financement de la transition énergétique pourrait se faire grâce à l'argent dégagé par la sortie du nucléaire, en stoppant le chantier trop coûteux de l'EPR. Depuis la catastrophe de Fukushima au Japon, on se rend bien compte que les centrales nucléaires ne sont pas indispensables. L'intervenante préconise aussi : le développement des éoliennes terrestres, l'usage des liquides frigorigènes moins nocifs pour l'environnement, la lutte contre le gaspillage alimentaire, enfin une alimentation plus végétarienne. (ambiance mitigée vert/rouge)

**6°(H)** se présente comme représentant du collectif Pacte Alliance Climat. Toujours pour le financement, la création d'un budget européen annuel grâce à un impôt de 5% pris sur le bénéfice des grandes entreprises permettrait de financer la recherche scientifique et de verser une aide annuelle à l'Afrique et aux pays méditerranéens.

Propose un rapport de la Cour des comptes sur la transition énergétique. L'Union européenne est largement capable de financer la transition énergétique via le pacte d'alliance climat. (cartons verts)

**7°(H)** Le développement des pavillons de banlieue, prédateurs des zones naturelles et des terres agricoles, doit être enrayé car il a un coût social important : on vide les centres-bourgs, on tue les petits commerces et on détruit le lien social. Une taxation différenciée sur les constructions neuves pourrait être envisagée pour revitaliser les centres-bourgs, car on arrive à une situation où il n'y a plus de coupure entre le rural et l'urbain. (accord du public ; cartons verts). Faire un système de taxation différencié pour les constructions en zone rurale. L'argent récolté permettrait de financer la transition énergétique. (un peu de cartons rouge)

**8°(F)** Dans certaines régions, comme la Bretagne, le ramassage des ordures est limité, les personnes paient si elles dépassent les quotas et les gens l'ont bien accepté car ils sont sensibilisés au problème des déchets. Il faut réduire le suremballage, acheter en vrac et éviter les sacs plastique. (cartons verts)

**9°(H)** Pour lutter contre l'obsolescence programmée, il faudrait que les objets quotidiens soient garantis à vie ou du moins que le prix des pièces détachées n'excède pas le prix initial du produit. (accord du public ; beaucoup de cartons verts)

**10°(H)** On pourrait financer la transition énergétique en déduisant l'investissement de la dette publique ; on a bien financé les banques en 2008, on pourrait faire la même chose. Pourquoi ne pas déduire le financement de ces investissements de la dette ? Est ce qu'on n'est pas capable de financer la crise écologique avec de gros investissements, en prenant sur la dette. (cartons verts)

**11°(H)** Il faudrait faciliter l'accès au chèque-énergie pour les ménages en difficulté, qui sont souvent sous-informés. Pour le financement de la transition, une taxe sur les transactions financières pourrait être une solution, ainsi que le produit de la lutte contre l'optimisation fiscale. (accord du public ; beaucoup de cartons verts)

**12°(F)** Emet des propositions : un moratoire sur la fermeture des services publics, revenir par exemple sur la fermeture de la gare de la Médoquine, sortir du nucléaire, lutter contre l'artificialisation des terres et abandonner les pesticides. (beaucoup de cartons verts)

**13°(H)** Nicolas Hulot a quitté son ministère sous la pression des lobbies : pourquoi ne pas inverser les choses et transformer les grandes entreprises en alliées et partenaires de la transition écologique ? (cartons verts) avec l'aide d'une fiscalité incitative plutôt que punitive.

**14°(F)** Citoyenne venue au débat en voiture, 25 km de Bordeaux, car il n'y a pas de bus Trans Gironde pour assurer le retour ; vision d'un périurbain détérioré par une multitude de murs en parpaing, de nombreuses zones commerciales bétonnées. Il faudrait prendre des mesures pour éviter ce bétonnage qui rend les sols imperméables et peut avoir des conséquences graves sur les inondations, par exemple. Quant au covoiturage, des voies plus rapides dédiées au covoiturage seraient utiles, pas seulement des aires de parking. (cartons verts)

**15°(H)** Les lobbies dont on a parlé précédemment influencent beaucoup trop les députés et les hommes politiques, les groupes de pression ont une trop grande importance dans le débat démocratique. On doit les encadrer. Par exemple, dans la filière pêche, les pêcheurs étaient indépendants autrefois ; maintenant la grande distribution maîtrise la filière, comme pour l'agriculture.

On ne peut pas interdire les lobbies, mais on pourrait former des experts dans chaque filière pour aider ceux qui travaillent à l'élaboration des lois. De plus, il faut remettre le citoyen au cœur du débat pour éviter l'influence des entreprises. (cartons verts)

1ère intervention du modérateur C2D  
Identification des sujets abordés sur les papiers libres : Ça serait bien qu'on revienne à la question des alternatives concernant les transports individuels et commerciaux : on souhaite la nationalisation et la gratuité des autoroutes, l'établissement d'une écotaxe sur les camions et la question de nouvelles alternatives se pose. La deuxième thématique intéressante est celle de la production alimentaire et la gestion des déchets, avec le développement du réseau local et de la consommation locale.

**16°(F)** Le citoyen manque d'information de base. Il faudrait un tableau de bord environnemental afin de faire un suivi dans le temps, pour être informé de la réalité des choses (que ce soit pour les citoyens ou pour les décideurs publics). C'est pour avoir un suivi environnemental.

**17°(H)** En ce qui concerne la sortie du nucléaire, il ne faut pas rêver : on ne pourra pas fournir suffisamment d'électricité sans le nucléaire. Le Japon importe du charbon et revient au nucléaire ; l'Allemagne construit des gazoducs et aura besoin de charbon. Des mesures comme réduire les emballages auront un impact faible. Les Français sont au nombre des riches et produisent plus de CO2 qu'un Vietnamien. Il faut donc garder le nucléaire et instituer une TVA sur les produits importés tenant compte du bilan carbone selon le pays d'importation. Par contre la France a du nucléaire et c'est bien (cartons rouges), car elle produit moins de CO2.

**18°(F)** Il faut aussi parler de l'habitat qui est un gros producteur de pollution sur le plan énergétique. C'est pourquoi il faut inciter les gens à multiplier les sources d'énergie et l'isolation des bâtiments publics. Le bois serait une bonne solution pour éviter cette perte d'énergie. Néanmoins, les métropoles utilisent trop les ressources du domaine rural, comme le bois, par exemple.

**19°(H)** Les alternatives sont déjà là, il existe des idées, des projets de nouvelle urbanisation, mais on ne les connaît pas bien, il faut améliorer l'information au niveau local, par la presse ou d'autres moyens.

Concernant l'urbanisation, il y a des projets dans Bordeaux où trop peu de gens sont au courant de ces constructions. Il faut donc que les politiques incitent à mobiliser les citoyens. (cartons verts)

**20°(F)** A chaque réunion, on remarque la présence de bouteilles plastique d'eau minérale : il faut en finir avec cette pratique et utiliser des gourdes ! La modification des comportements se fera en remettant l'apprentissage de la citoyenneté active et responsable au sein de l'éducation. Il faut retrouver du sens, le sens de son travail, le sens de sa place dans l'entreprise. (cartons verts)

**21°(H)** Les ressources en eau potable ne sont pas infinies : il y a trop de gaspillage, 20 % de fuites d'eau à Bordeaux Métropole et un usage inutile comme l'arrosage des ronds-points... Le projet de captage du Médoc, un forage en eau profonde, mettra en péril la forêt et les cultures. Comment admettre ce type de projet déplorable ? D'autres solutions sont possibles. Peut-on permettre encore ce type de projet rétrograde, ou doit-on adopter d'autres projets comme le dessalement des eaux ? Certes c'est plus cher, mais bien plus efficace. (cartons verts)

**22°(H)** Quand on habite en zone périurbaine, c'est parce qu'on a des revenus modestes et qu'on ne peut plus se loger en ville à cause de la spéculation foncière et immobilière ; donc il ne semble pas opportun de taxer ces habitants. (cartons verts)

**23°(H)** Il s'exprime au maire de Talence en critiquant le nombre de panneaux indiquant les supermarchés, alors qu'on fait une réunion sur la transition écologique. (cartons verts)

**24°(F)** Il faut arrêter de faire fonctionner la clim et le chauffage dans les supermarchés pour éviter le gaspillage d'énergie et il faut faire fermer les portes des supermarchés (arrêter avec les portes automatiques) pour éviter que la chaleur s'échappe. Les pouvoirs publics ont-ils les moyens de limiter l'éclairage et le chauffage abusifs de certains magasins ? Ce serait un pas vers moins de gaspillage.

**25°(H)** On pourrait envisager de supprimer un quart des séries américaines à la télévision et le consacrer à l'information du citoyen pour le sensibiliser à la transition écologique ! Ça vaut aussi pour les pubs. (accord du publics, beaucoup de cartons verts)

**26°(H)** La transition écologique et l'aménagement du territoire sont indissociables, comme on le voit dans le problème du projet de captation des ressources en eau du Médoc. L'activité économique est concentrée dans les métropoles, ce qui les rend dangereuses pour les citoyens : pollution atmosphérique, ressources en eau insuffisantes, constructions dans les zones inondables (cartons verts). Il faut donc un retour en arrière avec un plan d'aménagement du territoire à l'échelle de la Région. Retour de la puissance publique sur l'aménagement du territoire pour permettre aux gens de ne pas trop se déplacer pour aller travailler.

**27°(F)** Prenons exemple sur le covoiturage à l'étranger et luttons contre le « solovoiturage » par des voies réservées et des péages gratuits. Autoriser les entrées dans les villes et réduire les péages pour les personnes qui sont au moins deux dans leur voiture.

**28°(H)** Fait des propositions : faire respecter la loi votée pour l'extinction des lumières dans les magasins : par exemple, le parking de l'Aréna est allumé toute la nuit, même quand il n'y a pas de spectacles, limiter la publicité, comme à Grenoble, ou bien taxer davantage les publicitaires, utiliser les capacités des compteurs Linky pour établir une norme écologique de chaque foyer,

et enfin, pourquoi pas envisager une taxe écologique qui serait instaurée contre les coûts de production des produits et l'obsolescence programmée. (accord du publics, beaucoup de cartons verts)

**29°(F)** Un changement de notre comportement permettrait d'améliorer le problème des transports : encourager le télétravail, par exemple ; si on obligeait les entreprises à accepter une journée de télétravail pour les employés, cela améliorerait le trafic sur la rocade bordelaise. Pour le gaspillage alimentaire, des amendes dissuasives devraient être appliquées aux supermarchés qui détruisent les aliments périmés au lieu de les donner aux associations. (cartons verts)

2ème intervention du modérateur  
C2D : Identification des sujets abordés sur les papiers libres : évaluation du coût réel de la transition écologique à tous les échelons (taxe sur le transport aérien, problème du recyclage), comment aller vers un modèle de sobriété ?, l'écoute des citoyens, des associations environnementales, seuls contre-pouvoir des différents lobbies, valoriser les comportements vertueux est plus productif que punir les mauvais gestes, il serait bon d'arrêter de prendre la notion de PIB comme seule référence.

On note l'absence de la thématique de la biodiversité et de la santé publique.

**30°(F)** On nous demande d'être écocitoyens, mais on ne vote pas l'interdiction du glyphosate, qui est un vrai danger public, c'est contradictoire. (accord du public, beaucoup de cartons verts) Il faut pourtant penser à la santé de nos enfants et futurs enfants.

**31°(H)** L'Union européenne doit vraiment s'unir car « l'union fait la force » et faire face à la montée en puissance des autres grands États, il faut que l'Union européenne nous donne un monde dans lequel nous puissions vivre. Notre jeune génération le sait bien mieux que nous. L'Union européenne a besoin d'être forte aujourd'hui, le climat soit être un sujet omniprésent dans tout ce que l'on propose. Au lieu de ça, on tue les générations futures en détruisant la nature. Il faut voter pour une Europe forte et qui est attentionnée sur les questions d'écologie. La France ne peut pas se battre seule, l'Europe doit se mobiliser. L'écologie n'est plus une mode, mais une nécessité. Pensez aux enfants : ne pas se mobiliser serait un crime contre l'humanité et seule une Europe forte nous permettra des avancées.

**32°(H)** Pour préserver l'écosystème, il faut changer le système économique et lutter contre le profit financier. A Bordeaux, 70% du parc immobilier bordelais est construit par des investisseurs étrangers à l'agglomération et au détriment du logement social. Il faut que les milliards issus de la défiscalisation locative, qui sont des cadeaux fiscaux offerts à quelques groupes, soient dirigés vers la transition écologique. La colère juste qui s'exprime dans le pays doit être prise en compte. Transférer les taxes des logements locatifs pour favoriser l'isolation thermique des logements. (cartons verts)

**33°(H)** La France est le pays le plus taxé de l'OCDE et l'on ne pourra pas réconcilier les Français avec l'écologie en leur imposant des taxes pénalisantes. (cartons verts) Les actions au quotidien sont importantes, comme le boycott de certains produits, l'élimination progressive des bus roulant au diesel, etc.

**34°(H)** Il faut qu'on ait tous le courage d'entrer en décroissance : réduire notre confort, notre qualité de vie, prendre moins souvent l'avion, préférer le train, utiliser des toilettes sèches...Il faut apprendre à se limiter dans notre consommation. (cartons verts)

**35°(H)** Il faut remplacer l'indice PIB par d'autres indicateurs, le bien-être, les progrès éducatifs, la santé. Nous ne sommes plus en transition écologique mais en rupture écologique, il y a urgence. (cartons verts)

**36°(F)** Le télétravail est une bonne mesure mais on pourrait aussi créer des espaces de coworking en périphérie des villes, pour limiter les transports. La transition écologique doit être traitée sérieusement dans l'éducation, de façon plus efficace ; pourquoi ne pas organiser des débats dans les écoles avec des intervenants extérieurs spécialisés ?

**37°(H)** Une proposition subversive à laquelle réfléchir : on a déjà dévoré la majeure partie des ressources de la planète : les jeunes de quinze à trente ans devraient définir une liste de ce qu'on ne doit plus toucher (atmosphère, espèces, biodiversité...) « Nous n'héritons pas de la terre de nos parents, nous l'empruntons à nos enfants » Antoine de Saint-Exupéry. (cartons verts)

**38°(F)** Les enfants sont très éduqués à ce sujet, alors il faudrait plutôt parler des anciens. (beaucoup de vert) Les façons de vivre ont pu évoluer avec le temps, car certaines de ces personnes âgées sont des catastrophes écologiques.

C'est pourquoi il faut éduquer à nouveau ces personnes âgées sur les sujets sensibles (vert). Intervention de la mère d'un enfant porteur de handicap ; on a pas les mêmes problèmes, on parle pas de dépendance, le cœur du débat est pour les minorités, et non pour ceux qui ne mangent pas à leur faim.

**39°(H)** On est frappé de la piètre qualité des débats scientifiques à la télévision, et c'est effrayant de voir tous ces lobbys dans les débats à la télévision. Il faudrait replacer la science au milieu, organiser des débats où le citoyen serait mieux informé : prendre une journée pour expliquer, laisser les gens réfléchir un mois, puis organiser un vrai débat. Est-ce qu'une institution ne pourrait-elle pas organiser des Grand Débats sur une journée ? L'objectif étant de présenter des thématiques, avec les enjeux techniques et scientifiques. On laisserait les personnes réfléchir pendant un mois afin qu'elles donnent leur avis. (cartons verts)

**40°(H)** Il est très heureux de participer aussi longtemps aux débats nationaux en tant que citoyen. Il y a 25 ans, il a été en contact avec des chercheurs, et ça l'a déjà inquiété sur la situation écologique dans le monde.

On a de très bons exemples de formation dans les universités : « Practice what you preach » (« Mettez en pratique ce que vous prônez ! »). Mais il y a des problèmes de cohérence. Les problèmes avec ces démarches, c'est qu'elles doivent aussi s'appliquer dans tout le domaine patrimonial.

**41°(H)** L'action individuelle a un fort impact, mais l'action publique est incontournable : il y a une urgence à gagner. Il faut que la puissance publique prenne la mesure de ce qu'il faut faire, afin d'imposer ce qu'il faut vraiment faire dans le bon sens des choses. (accord du public, beaucoup de cartons verts)

**42°(F)** La transition écologique est une notion transversale qui doit prendre en compte les inégalités sociales, en particulier la paupérisation croissante des gens. (cartons verts)

**43°(H)** L'action publique doit avoir pour mission de réformer la politique agricole commune (PAC) ; les agriculteurs doivent être aidés ; limiter la viande dans les cantines scolaires serait un progrès ; éduquer les jeunes grâce à des initiatives locales ; développer les pistes cyclables ; réfléchir aux tarifs des transports : l'avion est parfois moins cher que le train !

**44°(H)** Propose des évènements, rassemblements pour défendre ces valeurs écologiques: 15 mars grève des jeunes pour le climat, 16 mars contre les inégalités sociales, 17 mars marche des jeunes pour le climat.

Un exemple local : la zone humide de la Jallère, au nord de Bordeaux, va être sacrifiée pour créer un important projet urbain à but locatif ; il faut se mobiliser contre.

3ème intervention du modérateur C2D : Intervention d'Isabelle (C2D) qui synthétise les papiers de propositions de l'inscription de la protection de la nature dans la Constitution. Elle parle de faire entrer l'écologie dans notre système économique (comme passer du PIB à l'indice de développement humain), puis de l'économie à faire dans les ressources utilisées. Prise de parole par Jean-Michel (C2D) Il y a donc une convergence dans la salle, entre les interventions orales et écrites, une adhésion à l'idée qu'il faut changer ; et cela demande du courage citoyen soutenu par le courage des pouvoirs publics. Hélas, le courage est parfois impopulaire. Comment accompagner cette transition et susciter ce courage indispensable ? Cette question animera la fin du débat.

**45°(F)** L'urbanisation galopante de notre région fait que le Bassin d'Arcachon, par exemple, est saturé ; on construit sur la moindre parcelle et il faut saluer le courage du préfet, justement, qui a dit stop à de nouvelles constructions dans ce secteur.

**46°(H)** Nous sommes d'accord pour changer de modèle de société, pour entrer dans la décroissance. Moins de publicité, qui nous manipule, nous aidera à moins consommer. Mais il ne faut pas se cacher que la conséquence en sera une explosion du chômage, et nous devons prendre en compte ce problème (cartons verts). Pour occuper les gens, le travail devra se tourner vers les autres, l'aide aux personnes âgées, par exemple. L'institution d'un revenu universel sera la suite logique de cette évolution de la société.

**47°(F)** Notre réflexion doit s'élargir à l'échelle du monde, s'intéresser aux autres pays, comme le Venezuela, et ne pas craindre l'immigration.

**48°(H)** Notre monde, pour changer, a besoin de notre engagement à tous : chacun peut avoir de l'impact, il faut agir dans le respect de la nature et de soi-même.

**49°(F)** La gestion citoyenne de l'eau est un sujet important ; recycler l'eau serait un minimum à faire. La montée de la mécanisation cause des dégâts, et crée un système économique fondé sur le déchet. Il convient de réhabiliter le citoyen, le facteur humain. (cartons verts)

**50°(H)** Ce genre de débat devrait avoir lieu au moment des élections ! Il faut encourager la promotion du zéro déchet dans chaque famille.

**51°(F)** Si on veut participer à la transition écologique, il faut manger moins de viande.

**52°(H)** Est étonné que l'on n'ait pas évoqué davantage l'effondrement de la biodiversité ; il faut lutter plus efficacement contre les pesticides, préserver autant que possible ou réintroduire la biodiversité dans les espaces privés et publics ; une éducation à ce problème s'avère indispensable. La transition écologique pourrait être abordée par de nombreux aspects. Il faut donc favoriser les produits biosourcés et lutter contre le suremballage.

**53°(H)** De nombreux chercheurs travaillent sur ce sujet : le GIEC, en 2018, a fait paraître un résumé de trente pages à lire absolument. Il faut atteindre zéro émission dans trente ans pour stabiliser le réchauffement climatique. C'est donc une rupture climatique qu'il faut aborder, avec un virage énorme à faire. (cartons verts)

**54°(H)** Le recyclage est à améliorer : on jette trop de choses qui peuvent encore fonctionner ; il faudrait développer les « repair cafés » (ateliers consacrés à la réparation d'objets) et les recycleries. (cartons verts)

**55°(H)** Pour reprendre un exemple local, à Darwin, les jardins partagés sont menacés par la construction d'une ZAC. (cartons verts)

Conclusion du maire : remercie la salle pour la discipline et la courtoisie d'un débat passionnant, mené dans le respect des uns et des autres. C'est le fruit d'un travail collectif, qui s'est fait avec un très grand respect des personnes. Maintenant, il faut passer du débat à la véritable action.

Vous trouverez en annexe pour compléter ce compte rendu

- les propositions émises par le public à l'écrit durant tout le débat.

Ce compte rendu a été réalisé par 2 bénévoles du C2D et relu par 2 participants.

L'un des participants ayant relu le compte-rendu (secrétaire de séance) souligne que, dans les prises de parole, les hommes étaient majoritaires, et ce malgré la règle d'alternance fixée au début et rappelée durant les échanges par les organisateurs (sur 55 intervenants, 21 étaient des femmes et 34 des hommes), et considère que le temps de parole des femmes était en moyenne moins long au cours des interventions.

De même, le secrétaire de séance note la faible présence et prise de parole des jeunes ce qui lui semble interpellant au regard du thème du débat qui portait sur la transition écologique, un sujet qui est en général au cœur des préoccupations de la jeunesse. Il pointe également que tous les participants n'utilisaient pas les cartons de couleur fournis pour exprimer leur point de vue mais qu'en revanche les papiers pour contribution écrite ont été abondamment utilisés.

Enfin, sur la forme des prises de parole, toujours ce même secrétaire de séance souligne que beaucoup de citoyens avaient préparé par écrit leurs propositions, ce qui témoigne d'un réel engagement. Néanmoins, cela avait pour conséquence que les intervenants se répondaient finalement peu entre eux, et cela se ressent à la lecture des déclarations : il s'agissait davantage d'une succession d'idées, de propositions et de remarques plutôt que d'un véritable débat/échange entre citoyens.



**Crédits**

Production : Damien Mouchague, Direction du Conseil de développement de Bordeaux Métropole  
Dessins : Poaplume Conception graphique : Lucile Goasguen  
Impression : Atelier de reprographie de Bordeaux Métropole, sur papier PEFC  
Septembre 2019

## Le C2D et les grands débats à Bordeaux

4 réunions locales du Grand débat national ont été organisées par Bordeaux Métropole.

Les échanges en ont été conduits à la demande de Bordeaux Métropole par les bénévoles du Conseil de développement, instance de citoyens.

Il sont cherché à appliquer des principes garantissant l'éthique du débat permettant écoute et échanges.

Conseil de développement durable  
Bordeaux Métropole  
Esplanade Charles-de-Gaulle  
33045 Bordeaux cedex

05 56 93 65 11 - [c2d@bordeaux-metropole.fr](mailto:c2d@bordeaux-metropole.fr)



[www.c2d.bordeaux-metropole.fr](http://www.c2d.bordeaux-metropole.fr)



[c2d.bordeauxmetropole.fr](https://www.facebook.com/c2d.bordeauxmetropole.fr)



[c2d\\_BxMetro](https://twitter.com/c2d_BxMetro)



[C2D Bordeaux Métropole](https://www.youtube.com/C2D Bordeaux Métropole)

